

Informations relatives aux droits des parties :

Afin d'unifier les processus internes, au vu de l'activité commerciale imbriquée des deux entités, ainsi qu'au vu du travail du département des ressources humaines, les administrateurs suivants adoptent ces règles :

Administrateur Chambre de commerce franco-tchèque, IČO : 64572358, siégeant à IBC, Pobřežní 3, 186 00 Praha 8, Česká republika, inscrit au Registre du commerce géré par le tribunal de première instance à Prague, A 17162

Administrateur CCFT Services, s.r.o., IČO : 25765922, siégeant à l'IBC, Pobřežní 3, 186 00 Praha 8, Česká republika, inscrit au Registre du commerce géré par le tribunal de première instance à Prague, C 68258

L'administrateur ne traite que des données personnelles strictement nécessaires à l'exécution de l'objet, à savoir le nom, prénom, adresse, date de naissance, coordonnées comme le numéro de téléphone et l'adresse e-mail. Cette liste n'est qu'indicative et peut varier selon l'objet des contrats ou l'étendue des services convenus fournis de la part de l'administrateur.

Vous nous communiquez vos données personnelles dans le cadre :

- de votre inscription à la chambre de commerce franco-tchèque
- des avantages pour les membres
- des prestations de services
- de la prise en charge d'actions organisées par l'administrateur
- de l'accomplissement d'un contrat que vous vous apprêtez à conclure avec nous ou que vous avez conclu
- de la réception de messages commerciaux, pour lesquels vous avez manifesté un intérêt
- de l'inscription dans la banque de données des demandeurs d'emploi.

L'administrateur est tenu, aux fins de l'accomplissement des obligations contractuelles et, occasionnellement, législatives ainsi que pour la protection de ses intérêts, d'obtenir et de traiter ces données personnelles.

Les données personnelles sont traitées par l'administrateur afin d'assurer :

- le fonctionnement de la plateforme membre
- les prestations de services concernant les obligations contractuelles
- le décompte (facturation) et les actions connexes
- les fins fiscales et comptables et recouvrement de créances
- la protection des intérêts légitimes de l'administrateur

Politiques de confidentialité de la Chambre de commerce franco-tchèque

La justification légale du traitement de vos données personnelles est le fait que ce traitement est nécessaire pour l'accomplissement des obligations contractuelles entre vous et notre organisation ou pour procéder aux actions nécessaires avant la conclusion d'un tel contrat avec vous. L'exécution du contrat est conditionnée par le traitement de vos données personnelles.

Nous utilisons vos données personnelles pour le marketing direct (newsletter, communication commerciale) seulement avec votre accord.

Vos données personnelles seront traitées pour une durée strictement nécessaire à la réalisation de l'objet du contrat et ensuite pour une durée de cinq ans à partir de l'accomplissement de cet objet ou pour une raison légale du traitement des données personnelles, si la loi ou d'autres législations n'indiquent pas une durée d'archivage plus longue.

Nous transmettons vos données personnelles seulement à notre organisation sœur citée en tête de ce document ainsi qu'aux administrateurs du département comptabilité et du service informatique.

Si vous n'êtes pas d'accord avec le traitement des données que vous avez communiquées à l'administrateur ou que l'administrateur traite ces données venues d'autres sources, veuillez contacter immédiatement l'administrateur à l'adresse mail gdpr@ccft-fcok.cz.

Vous avez le droit de contrôler à tout moment vos données personnelles et de demander une information sur leur traitement, et, le cas échéant, leur correction, actualisation, effacement ou blocage. Si vous constatez que le traitement des données personnelles communiquées est en contradiction avec la protection de votre vie privée et personnelle (par ex. que les données personnelles sont imprécises) ou en contradiction avec la loi, vous pouvez demander à l'administrateur une explication et l'annulation de la situation ainsi née. Si votre demande n'est pas satisfaite, vous avez le droit de contacter directement l'Office pour la protection des données personnelles.

Ces règles sont valables à partir du 25. 5. 2018